

Dossier Razoua, Cladel, Kinceler, Grousset

Sommaire

Razoua phénoménal même pour son enterrement

Le Gaulois 9 juillet 1878 Vera Zassoulitch

Le Gaulois 10 juillet 1878 LA RÉDEMTRICE RUSSE

La mort de Dussoubs vue par Razoua

Testament d'un Transporté. (FÉVRIER 1852)

Cladel, Razoua, Grousset, Kinceler

REPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté. — Egalité. — Fraternité.

ELECTIONS DU 8 FEVRIER 1871

La Commune a débuté le 6 mars 1871

Déposée à l'Assemblée nationale le 6 Mars 1871

Razoua : Les grands jours de la république

Razoua et le monde arabe

Razoua député

Razoua à La Commune de Toulouse

Cladel le communard avec Kinceler et Razoua

Mercredi 6 mars 2013

Razoua phénoménal même pour son enterrement

Encore un article pour compléter notre modeste brochure sur Razoua. *

Au moment de la mort de Razoua, Vera Zassoulitch était en Suisse (voir bio à la fin). Cet article peut tourner en dérision l'anarchiste russe, la Russie connaîtra finalement la révolution... JPD

Le Gaulois 9 juillet 1878

"Mlle Vera Zassoulitch doit regretter d'avoir assisté à l'enterrement de Razoua. Le gouvernement suisse vient de l'inviter à quitter le territoire de la Confédération où sa présence pouvait créer des difficultés. Cette Vera Zassoulitch est-elle bien la vraie, l'authentique ? Le correspondant parisien de la Gironde assure que les communards de Genève ont été grossièrement joués dans cette circonstance par une fausse Vera, qui a exploité à son profit les honneurs qu'on réservait à la véritable.

Le Gaulois 10 juillet 1878

LA RÉDEMTRICE RUSSE

L'histoire de cette Vera Zassoulitch, dont on nous parle ces jours-ci jusqu'à satiété, est vraiment une pitoyable histoire. Il y a quelque temps, un correspondant russe nous apprit, un beau matin, que le préfet de police de Saint-Pétersbourg venait d'être la victime d'une tentative d'assassinat, accomplie par une femme. Deux balles de revolver l'avaient blessé à la tête, et si grièvement qu'on désespérait de le sauver. La coupable n'était autre que cette Vera, profondément inconnue alors, aujourd'hui célèbre.

Arrêtée immédiatement, elle déclara qu'elle avait voulu venger l'honneur d'un peuple opprimé par le pouvoir, et qu'elle n'avait pu supporter l'injure faite à un de ses compatriotes, décoiffé d'un coup de canne par le préfet de police, et durement battu de verges après. Cela fit tapage dans toute l'Europe. On laissa bien entendre que l'homme battu de verges était son amant, ce qui réduisait aux proportions d'un drame bourgeois ce prétendu fait de revendication sociale. Mais on n'y prit garde. D'ailleurs, qu'en savait-on ? La légende s'empara du nom de Vera Zassoulitch, et ce fut en héroïne qu'elle entra dans l'imagination publique.

Il faut bien convenir que les circonstances se prêtaient singulièrement à ce grandissement subit. On sait que la Russie est travaillée profondément par le socialisme, déchirée intérieurement par un nombre presque incroyable de sectes fanatiques et, d'autre part, gouvernée par un empereur absolu, dont les fonctionnaires supérieurs sont les représentants et qui est, à la fois, le chef politique et le chef religieux de son peuple. Il se pourrait que dans ce foyer d'exaltation révolutionnaire une Charlotte Corday se fût levée et n'eût attendu que son heure.

Rien ne s'opposait à ce qu'on l'imaginât pure de mœurs et belle de visage. Une héroïne doit être toujours ainsi. Un doute, il est vrai, venait à l'esprit : pourquoi avait-elle choisi, pour le frapper, le préfet de police et non le czar ? Mais la Russie est si loin, nous ne savons pas au juste les conditions dans lesquelles vit le vulgaire en face du souverain. Et puis ce nom de Vera Zassoulitch était si beau ; il sonnait de si étrange façon aux oreilles des Occidentaux, qu'ils se plurent à voir dans la femme une figure nouvelle du génie de la Révolution.

Son procès eut lieu. L'éloignement aidant, les débats restèrent pour nous enveloppés de mystère. Nous apprîmes un jour que l'accusée venait d'être acquittée ; peu après, un télégramme nous faisait savoir que le procès allait recommencer ; seulement, Vera était en fuite. On parvint à l'arrêter elle s'évada. Qu'était-ce donc que cette femme, qui se jouait ainsi du péril, qui traversait les cours criminelles impunément, qu'aucun

verrou n'emprisonnait ? La légende montait jusqu'à l'épopée. Charlotte Corday était bien au-dessous de cette insaisissable Zassoulitch.

Or, tandis que les langues vont leur train, elle traverse l'Europe. Razoua meurt à Genève, les réfugiés de la Commune se réunissent pour manifester derrière son cadavre. Une femme est parmi eux qu'on nomme tout bas et qu'on entoure de respect. Et voilà que le télégraphe nous informe soudainement que c'est l'évadée de Pétersbourg, Vera Zassoulitch en personne.

A l'instant même, on organise un banquet en son honneur. Un citoyen Tony Loup la salue du titre de rédemptrice russe et l'assure que la France tressaille à ses efforts. D'autres discours du même genre sont prononcés. On célèbre l'assassinat politique sur les modes les plus lyriques. Vera demeure muette à toutes ces protestations, on la juge d'abord timide et l'on s'écrie « Si ce n'était pas elle ! »

Et, de leur côté, ceux qui secrètement lui trouvaient de la grandeur, s'étonnent. Il n'est pas possible qu'une telle femme se ravale jusqu'à prendre rang dans une auberge au milieu des sinistres coquins qui ont tué lâchement les otages et brûlé la moitié de Paris. Vera n'est plus une héroïne, c'est une pure et simple drôlesse, avide de faire parler d'elle, et qui exploite sa situation.

En vérité, l'incident est d'une curiosité peu commune. Mais; au fond, le cas n'est pas très compliqué, et, que la Vera de Genève soit ou non la vraie Vera, je ne vois pas trop en quoi peut différer le jugement à porter sur elle.

Fourgaud

Véra Zassoulitch

Née dans une famille de la noblesse, elle fréquente pendant ses études à Saint-Pétersbourg les milieux révolutionnaires étudiantins et est arrêtée en mai 1869 du fait de correspondances échangées avec le nihiliste Serge Netchaïev. Elle est emprisonnée puis libérée en mars 1871. Elle s'établit alors à Kharkov, intègre le groupe « Les émeutiers du Sud » qui organise des attentats contre le régime tsariste.

Revenue à Saint-Pétersbourg, elle tire, le 24 janvier 1878, avec un revolver sur le général Trepov, préfet de police qui avait fait frapper de verges le révolutionnaire Bogolioubov. Trepov est blessé, et Vera passe en jugement le 31 mars 1878. De façon inattendue, elle est acquittée. La police tente en vain de l'arrêter à la sortie du tribunal. Elle se cache quelque temps chez Anna Philosophova.

Elle se réfugie en Suisse, puis retourne en Russie où elle milite dans l'organisation Terre et Liberté, mais après la scission de ce mouvement en août 1879, elle participe à la fondation de l'organisation Tcherny Peredel « Partage noir » à Saint-Pétersbourg avec Plekhanov, Axelrod, Lev Deutsch, Ossip Aptekman et Élisabeth Kovalskaïa.

Elle traduit en russe des ouvrages marxistes et notamment le Manifeste du Parti communiste, édité à Genève en 1882. En 1881 a lieu un échange de lettres entre Vera Zassoulitch et Karl Marx et elle prend ses distances avec l'anarchisme pour adhérer au mouvement marxiste à partir de 1883.

Avec Plekhanov, elle fonde le groupe « Libération du Travail », première organisation marxiste russe, fait partie de l'équipe de rédaction de l'Iskra et prend part au deuxième congrès du POSDR à Bruxelles et Londres en juillet-août 1903. Membre du courant menchevik, elle s'oppose avec virulence aux thèses de Lénine.

Elle meurt le 8 mai 1919, peu de temps après la Révolution russe. Elle est enterrée au cimetière Volkovo.

Mercredi 15 juin 2011
La mort de Dussoubs vue par Razoua



Ma compagne me ramène de Paris la photo de cette plaque de rue au moment où je découvre à la fin des *Grands Jours de la République* de Razoua ce testament d'un transporté qui termine le livre. JPD

Testament d'un Transporté. (FÉVRIER 1852)

I

UN MATIN DE DÉCEMBRE.

En rade de Brest, à bord du Duguesclin, 20 février 1852.

A ma femme, à mon fils.

Ceci est mon testament. Quand ces quelques lignes, que j'écris dans un coin de la batterie et que ma main tremblante a peine à tracer, te parviendront, ma bonne Louise, ton Olivier sera mort.

Dans quelques heures le canot va me transporter, avec dix de mes compagnons, à l'hôpital militaire.

Les médecins m'ont abandonné, condamné. Je sens qu'ils ont raison : je n'en sortirai pas vivant. Ne pleure pas trop, mon enfant. Je meurs comme j'ai vécu, en homme. Il n'est pas donné à tous de mourir pour la Justice et le Droit. Ton cœur de femme et de mère saignera sans doute ; mais mon nom fera longtemps tressaillir d'orgueil ton âme républicaine.

.....

Te rappelles-tu la matinée du 3 décembre ? Le temps était sombre, pluvieux. Je te vois encore au coin du feu, allaitant notre enfant. Cher enfant, blanc et rose dans sa petite chemisette, il s'agitait joyeux sur tes genoux et me souriait pendant que j'épinglais près de la fenêtre les cheminées de mon fusil ; je sentais ton regard peser sur moi et n'osais pas te regarder. Lorsque j'eus achevé de charger les deux canons, je m'approchai les yeux baissés, — j'avais peur de faiblir, — et je t'embrassai

longuement. Comme ton cœur battait, ma bonne Louise, et comme l'émotion me serrait la gorge ! Tu me tendis l'enfant, je couvris de baisers son frais petit visage et je sortis sans retourner la tête. Nous ne devons plus nous revoir.

Je m'arrêtai dans la rue et tendis l'oreille ; un bruit de fusillade, interrompu de temps en temps par le ronflement sourd du canon, arriva jusqu'à moi. Je me dirigeai vers la rue Saint-Denis.

Au point où la rue décrit une courbe, se dressait une haute barricade, formée d'une masse de pavés et construite dans toutes les règles; elle paraissait d'une solidité à toute épreuve et s'élevait jusqu'au troisième étage.

J'y étais parvenu par un passage qui mettait ses défenseurs en communication avec leurs amis de garde aux barricades de la rue Saint-Martin.

Une fonderie de balles et une ambulance étaient établies là. Au sommet de la barricade, flottait au vent un drapeau tricolore, le drapeau du poste des Arts-et-Métiers enlevé quelques heures auparavant.

Cent quarante à cent cinquante hommes étaient là debout, le fusil à la main.

Le combat s'engageait comme je sortais du passage. Je fus reçu avec acclamation. Tous les camarades d'atelier, Michel Rochon, Neyraud, David, nos amis enfin, étaient au rendez-vous... En batterie, sur la chaussée du boulevard, quatre pièces de canon, tirant sans relâche à obus et à boulets, couvraient la barricade de débris. Un régiment de ligne, le 72^e, hors de portée de fusil et l'arme au pied, attendait que l'artillerie eût ouvert la brèche pour monter à l'assaut. Assis ou couchés derrière la barricade, le fusil sous la main, nous attendions, nous aussi.

Nous n'attendîmes pas longtemps. Le canon s'était tu. Il se fit un grand silence. Des commandements à voix étouffée, puis un bruit sourd de pas et d'armes arrivèrent à notre oreille.

— A la barricade les enfants ! dit Michel Rochon en retirant sa tête d'une espèce d'embrasure pratiquée entre deux pavés, voilà les *lignards*.... Tirons bas, et que chacun vise bien son homme !

II

MICHEL ROCHON.

Tu seras peut-être étonnée, ma bonne Louise, de rencontrer là notre ami Michel, le blondin à figure de jeune fille, si timide et si doux; c'est qu'il est des côtés de son caractère et de sa vie que tu ignores. Michel était l'âme de nos sociétés secrètes. Un cœur de lion battait sous cette frêle enveloppe, et on le savait si bien parmi ceux qui se trouvaient à la barricade, qu'on lui avait confié d'une voix unanime la direction de l'attaque et de la défense. En escaladant les monceaux de pavé qui roulaient sous nos pieds, nous voyions ses yeux bleus lancer des éclairs.

— La moitié sur la barricade, la moitié derrière, commanda-t-il d'une voix brève, il faut que le feu alterne sans interruption. Après chaque décharge, les fusils vidés seront remplacés par les fusils chargés. Reste près de moi, Olivier. Ah ! ah ! les voilà à une bonne portée. Pas de balles perdues, les enfants, et de préférence aux *épaulettes*, Joue ! feu !

On n'entendit qu'un coup.

Lorsque la fumée se fut dissipée, nous vîmes du haut de la barricade, tout en rechargeant nos fusils, une trentaine de soldats étendus sur le pavé. Le régiment avait fait halte, on relevait les blessés, et les premiers rangs se reformaient en silence. Les officiers supérieurs étaient descendus de cheval et avaient mis l'épée à la main.

— A la baïonnette, mes garçons, commanda le colonel d'une voix tonnante, et balayez-moi cette...

Il n'acheva pas. La balle de Rochon lui coupa la parole. A partir de ce moment, la barricade disparut dans le feu et la fumée. Ah ! il n'y avait plus personne derrière,

nous étions là debout, tous, les lèvres noires de poudre, les canons brûlant les mains, les pavés croulant sous les pieds. On ne voyait plus, on n'entendait plus, ou n'avait plus qu'une pensée : Tuer et mourir ! Tuer des soldats ! Mourir pour la République ! Notre dernière décharge était restée sans riposte.

Une rafale de vent s'engouffra dans la rue et balaya la fumée. Les derniers « pantalons rouges » tournaient l'angle de la rue jonchée de cadavres, et nous tous, la tête nue, les bras au ciel, nous saluions leur défaite d'un immense cri de: Vive la République !

Il n'y avait pourtant pas d'illusion à se faire. Nous écoutions en ce moment l'effroyable canonnade des boulevards, nous voyions bien que nous avions affaire à un ennemi sans scrupule ni pitié. Si les soldats s'étaient repliés, c'est qu'ils ne se sentaient pas en force; ils étaient allés chercher du renfort et ne pouvaient tarder à revenir. Envahis, une heure après, par les rues latérales, pris entre deux feux, nous opérâmes notre retraite par le passage, sous une grêle de balles. Vingt de nous tombèrent là, Il était cinq heures du soir.

Rochon avait quitté la barricade le dernier. Un éclat de pavé lui avait coupé le visage. Cette coupure large et profonde balafrait la joue du haut en bas et saignait. Il s'essuyait de temps en temps d'un revers de main ou avec le pan de sa blouse.

Dans le passage, nous nous étions groupés autour de lui.

— S'il en est parmi vous qui veulent s'enterrer avec la République, et il n'y a guère autre chose à faire à présent, ils n'ont qu'à me suivre, dit-il d'une voix sourde. Mais ni moi ni personne, ici ou ailleurs, nous ne blâmerons d'abandonner une défense inutile, ceux qu'une mère, une sœur, une femme ou des enfants attachent à la vie ; — il me regardait en disant cela. — Moi, je suis seul.

Un vieux tout gris fendit le groupe.

— J'ai cinquante ans et encore du cœur à l'ouvrage. Ma fille et mon gendre sont morts. J'ai une petite-fille de quatorze ans, belle comme les amours ; si je meurs, je la laisse dans la rue.

— Sauve ta fille ! dit Rochon.

Un jeune homme reprit la parole :

— J'ai une mère Vieille, infirme, mon marteau la fait vivre, elle mourra si je meurs.

— Travaille pour ta mère ! dit-il.

Un robuste ouvrier, à la moustache noire, à la tête énergique, s'avança à son tour. Un violent combat se livrait en lui ; la pâleur et la rougeur se disputaient son visage, il restait appuyé sur son fusil, les yeux baissés...

— Michel ! murmura-t-il, tu sais que je suis un homme : si ma mort est inutile à la cause, ma vie est utile à mes quatre enfants. Que faire ?

— Vivre ! dit aussitôt Michel en lui serrant la main.

L'homme s'éloigna. Nous le suivîmes des yeux :

— Olivier, va-t'en, dit Rochon en me prenant les deux mains.

— T'en irais-tu ? lui répondis-je en plongeant mes yeux dans les siens. Jure sur l'honneur qu'à ma place tu t'en irais, et je pars.

Il baissa la tête.

— Marchons ! dit-il.

III

UN CABARET DE LA RUE MONTORGUEIL.

A l'angle de la rue des Vinaigriers s'élevait une formidable barricade. Battue en brèche depuis deux heures par l'artillerie, elle résistait. Un homme en uniforme de lieutenant de l'ancienne *Garde républicaine*, debout sur les pavés du faite, faisait cible aux balles des *chasseurs de Vincennes* : l'épée d'une main, le revolver de l'autre, il dirigeait la défense avec un sang-froid terrible.

— Voilà le lieutenant Luneau, dit Rochon ; avec lui, si on n'est pas sûr de vaincre, on est toujours sûr de mourir.

Deux heures ! deux heures de mitraille ! Lorsque le canon se taisait, soldats de la ligne et chasseurs de Vincennes, ivres de sang et de vin, se ruaient sur nous et nous chargeaient à la baïonnette comme des bêtes fauves. Quelle fièvre ! À sept heures, dans la fumée, dans le feu, dans la nuit, eut lieu le dernier craquement, la dernière étreinte. Je tombai, étourdi par un coup de crosse en plein crâne, et je vis, comme à travers un nuage, Michel Rochon, poignardant, avec la baïonnette qu'il lui avait arrachée, le chasseur de Vincennes qui venait de m'assommer... Puis je ne vis plus rien...

Lorsque je revins à moi, j'étais couché sur la table d'un marchand de vin de la rue Montorgueil, et Michel me frottait les tempes avec de l'eau-de-vie. En ce moment, un homme entra dans la salle ; ses mains et son visage étaient noirs de poudre ; son écharpe de représentant du peuple soutenait une paire de pistolets ; quelques hommes, le fusil à la main, le suivaient.

C'était Denis Dussoubs. Il avait pris l'écharpe de son frère Gaston, le représentant montagnard, cloué sur son lit par la maladie, et depuis deux jours il combattait sans relâche.

— Je crois que l'heure de mourir pour *Marianne* est venue, dit-il à Rochon en lui tendant la main; en es-tu ?

— J'en suis, répondit Michel.

— Eh bien alors, à la barricade ! dit Dussoubs qui tendait l'oreille, j'entends le pas des soldats.

Ils s'élançèrent tous vers la porte. Appuyé sur mon fusil, désobéissant à Michel, je me traînai péniblement dans la rue. La nuit était noire et les hommes qui s'agitaient sur la barricade, dressée à quelques pas de la porte du marchand de vin, passaient comme des ombres devant mes yeux troublés. En ce moment, une voix vibrante, poignante d'expression douloureuse, dominait le bruit des hommes et des armes.

C'était la voix de Denis Dussoubs ; seul, désarmé, il s'était avancé vers les troupes qui marchaient vers la barricade.

— Malheureux soldats ! disait-il, vous devez être désespérés des crimes que l'on vous fait commettre. Venez à nous ! à nous qui sommes vos frères !

De ma vie, je n'ai entendu d'accents plus lamentables ni éprouvé pareil frisson.

Il parlait encore, lorsqu'il tomba sous les balles.

De ce moment la tuerie commença. J'avais en vain essayé d'escalader la barricade. Je sentais mes genoux fléchir, je voyais tout tourner autour de moi.

Je regagnai, en me traînant sur les mains et les genoux, la salle du marchand de vin. Du seuil de la porte, je vis deux hommes en bourgeron bleu qui déposaient sur une table le cadavre de Dussoubs, pendant que trois ou quatre blessés, étendus sur le plancher, râlaient leur agonie..

Tout à coup, une douzaine d'insurgés roulèrent pêle-mêle avec des soldats dans la salle comme une avalanche. Plus de fusils, plus de baïonnettes : les ongles et les dents.

Rochon, couvert de sang, se débattait sous l'étreinte d'un sergent au poil roux, aux épaules d'hercule ; je rampai vers Michel et lui tendis mon couteau. Le sergent ouvrit les bras et tomba à la renverse, comme une masse :

— *Mein Gott* ! (mon Dieu!) dit-il en tombant.

La lutte se prolongea quelque temps encore ; mais les soldats succédaient aux soldats. Rochon, cloué au mur d'un coup de baïonnette dans l'épaule, avait été garrotté.

Un caporal m'avait attaché les mains derrière le dos avec la bretelle de son fusil. Nous deux, des douze ou quinze insurgés refoulés dans la salle, étions seuls encore vivants.

Un capitaine, jeune encore, aux joues creuses, aux moustaches coupées en brosse, fendit le groupe des soldats.

— Fusillez-moi ces deux bandits-là contre le mur.

On nous poussa au fond de la salle.

— A genoux, brigands !... dit-il en s'avançant vers nous, l'œil hagard, le poing tendu.

— Lâche ! dit Rochon en lui crachant au visage.

L'officier bondit en arrière comme si un fer rouge l'eût brûlé.

— Feu !... feu donc ! hurla-t-il d'une voix rauque.

Les canons s'abaissèrent. Ton doux visage, celui de l'enfant passèrent comme un éclair devant mes yeux. La détonation coupa en deux notre cri de *Vive la République!* et je tombai foudroyé sur le corps de Rochon...

.....

En revenant à la vie, je me trouvai couché dans un lit d'hôpital et emmailloté de bandelettes comme une momie égyptienne. On répondit à mes questions qu'une vieille femme m'avait trouvé, le matin du 5 décembre, respirant encore, malgré mes huit blessures, dans le charnier de la rue Montorgueil, et que les sapeurs-pompiers du poste voisin, avertis par elle, m'avaient apporté là. Mes blessures n'étaient pas mortelles ; on espérait me sauver. J'étais un cas rare, un sujet précieux.

M. **Velpeau** s'intéressait à moi particulièrement.

On me fit même entendre qu'on n'avait rien à me refuser, une chose exceptée pourtant, toute espèce de communication avec le dehors. J'étais sous la surveillance de la police, et, malgré tous mes efforts, mes tentatives réitérées, je ne pus parvenir à te faire savoir que j'étais encore vivant.

Un mois et demi après, mes blessures à peine fermées, par une froide matinée de janvier, on me fit monter dans une voiture cellulaire entre deux argousins. J'étais condamné à la déportation. La frégate le Canada devait me transporter, avec le convoi dont je faisais partie, du Havre à Brest, où nous attendait le ponton le *Duguesclin*. De là, à Cayenne.

.....

Je m'arrête, ma bonne Louise, ma main tremble mes yeux se voilent. J'aurais voulu te raconter jour par jour, heure par heure, minute par minute, et mon martyre et celui de mes compagnons. Mais la mort me tient, je ne le puis. Un de nous, un jour, un survivant, écrira cette lugubre histoire des pontons.

De l'hôpital à la *Galérienne*, de la *Galérienne* au wagon, du wagon à la frégate, de la frégate au ponton et du ponton au lit d'hôpital, où il va mourir, la voie a été, pour le compagnon de ta vie, la voie douloureuse. Tout ce qu'il y a d'humain en moi a saigné goutte à goutte. Mais répète-toi bien, et ce sera pour toi la consolation suprême, que ton Olivier est mort en homme libre et en républicain, sans peur et sans reproche.

Quand notre petit Maxime sera un homme, et élevé par toi il le sera, tu lui liras le testament de son père mort à l'hôpital militaire de Brest, et, l'occasion échéant, lui non plus, je l'espère, ne faillira pas *au plus sacré, au plus saint, des devoirs*. Eugène Razoua

Vendredi 10 juin 2011
Cladel, Razoua, Grousset, Kinceler

Non il ne s'agit pas des quatre mousquetaires mais de quatre communards aux stratégies différentes, tous étant originaires du Tarn-et-Garonne. Je ne sais qui est Kinceler, un natif de Lauzerte dont seul Edmond Campagnac évoque l'action, mais à présent les trois autres me sont familiers. Je me suis toujours demandé quels rapports il pouvait y avoir entre eux et à présent je peux éclairer la question.

Cladel avait comme témoin à son mariage Adrien Hébard parent de Grousset (et il évoque Grousset dans un roman), Grousset a été mis souvent sur les listes de candidats à la députation en 1871 aux côtés de Razoua qui ne pouvait pas le rater au Café de Madrid où ils buvaient l'absinthe. Parmi les appels, celui de la photo qui indique :

REPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté. — Egalité. — Fraternité.
ELECTIONS DU 8 FEVRIER 1871

COMITÉ CENTRAL RÉVOLUTIONNAIRE ET SOCIALISTE
CLUBS ET COMITÉS ÉLECTOBAUX 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS.
Attendu que Paris ne s'est pas, comme il a été dit, rendu pour éviter la famine ;

Attendu que la conduite du Gouvernement de la Défense nationale, depuis le 4 septembre, a été une suite de mensonges, de lâchetés et d'infamies ;

Attendu que le Gouvernement n'avait à traiter aucune capitulation ;

Les députés envoyés à Bordeaux devront :

1° Mettre en accusation ce Gouvernement ;

2° Demander la guerre et donner leur démission plutôt que traiter des conditions de la paix.

POUR LE COMITÉ

Le Président, RAOUL RIGAULT.

Les Assesseurs, LAVALETTE et TANGUY.

Le Secrétaire, HENRIVERLET.

Enfin il y a cette info du *Gaulois* du 13 janvier 1881 qui unit plus particulièrement Razoua et Grousset. 10-06-2011 Jean-Paul Damaggio

Une nouvelle question

La Société des gens de lettres vient d'être saisie d'une requête qui rappelle celle de M. Protot par-devant le conseil de l'ordre des avocats. Voici ce dont il s'agit :

En mai 1874, croyons-nous, M. Emile Blavet adressa, au comité de la Société des gens de lettres, alors présidé par M. Paul Féval, une lettre dans laquelle ledit comité était invité d'urgence à convoquer le jury disciplinaire pour qu'il ait à statuer sur la radiation des listes de la Société des « sieurs » Félix Pyat, Jules Vallès, Paschal Grousset et Razoua. Il fut fait droit à cette demande statutaire. Le jury, tiré au sort, fut convoqué.

M. Emile Blavet soutint le principe de la radiation, en raison des condamnations prononcées contre les quatre sociétaires, pour leur participation à l'insurrection de 1871.

M. Tony Revillon présenta la défense des sociétaires désignés.

Le jury prononça la radiation de MM. Razoua et Jules Vallès. Il maintint M. Paschal Grousset et M. Félix Pyat. La décision à l'égard de ces derniers fut basée sur cette circonstance que M. Félix Pyat, siégeant à la Commune, avait déclaré que, tant qu'il ferait partie du gouvernement insurrectionnel, il ne serait pas touché a un cheveu de la tête d'un membre de la Société des gens de lettres. M. Razoua fit appel de la sentence devant l'assemblée générale du mois d'avril 1875 ; mais son appel fut rejeté et la radiation confirmée.

M. Paschal Grousset envoya sa démission dans une lettre où il crut devoir comparer le jury disciplinaire à une cour martiale devant laquelle on demandait sa tête Cette démission fut acceptée.

Aujourd'hui, M. Jules Vallès demande sa réintégration, en se basant sur le décret d'amnistie, et c'est, croyons-nous, M.Tony Révillon qui se fait son intermédiaire ou son avocat.

Le comité se trouve en face de trois solutions qui ont chacune un certain nombre de partisans :

1° Laisser au comité le soin de se prononcer

2° Convoquer un second jury disciplinaire, chargé de réviser le jugement du premier

3° Soumettre la question à l'assemblée générale en forme d'appel.

Ces trois solutions sont inacceptables selon nous.

La première, parce que le comité n'a pas qualité pour casser la décision du jury disciplinaire.

La seconde, parce que l'arrêt prononcé par une juridiction ne peut être révisé que par une juridiction supérieure.

La troisième, parce que la question, posée devant une assemblée générale soulèverait des débats irritants et mettrait en cause les membres du jury disciplinaire, dont, il ne faut pas l'oublier, la décision a été ratifiée par une assemblée générale.

Une quatrième solution s'impose et concilierait, tout aux termes des statuts, tout membre démissionnaire ou sorti de la Société, a le droit de se présenter de nouveau comme candidat, ainsi que tout homme de lettres, et absolument comme s'il n'avait jamais fait partie de la Société. Le comité statue et tout est dit.

Nous disons que tout est dit parce que l'assemblée générale n'a pas à connaître des causes qui ont amené l'élection ou la non-admission du candidat.

Vendredi 10 juin 2011
La Commune a débuté le 6 mars 1871



Razuoua signataire de ce texte annonce avec ses deux complices la date du 18 mars 1871... JPD

Demande de Mise en accusation du Gouvernement du 4 septembre
Déposée à l'Assemblée nationale le 6 Mars 1871
PARLESCITOYENS CH. DELESCLUZE, F. COURNET & EUG. RAZOUA
REPRESENTANTS DE LA SEINE.

Considérant que si les désastres dont la France est la victime depuis sept mois, sont d'abord imputables à Bonaparte, à ses ministres et à ses généraux, la dictature qui s'est installée le 4 septembre à l'Hôtel-de-Ville n'en est pas moins responsable des faits qui, s'étant produits sous son administration, ont amené la criminelle capitulation de Paris, et par suite, l'abandon du territoire et de l'honneur de la France ;
Qu'en effet, le Gouvernement qui s'était donné pour mission d'organiser la Défense nationale, n'a rien fait pour justifier le mandat qu'il s'était attribué ;

Qu'au lieu de tenter le moindre effort pour délivrer nos forteresses de l'Est, il semble n'avoir eu d'autre but que de ménager leur chute afin de mieux préparer celle de Paris;

Que, du 4 au 19 septembre, il n'a pris aucune mesure efficace pour compléter et assurer l'approvisionnement de Paris ;

Que l'investissement de Paris n'a jamais existé, à proprement parler, que dans les rapports complaisants des états-majors ; qu'à part deux ou trois positions isolées qu'une défense intelligente ne leur aurait jamais laissé occuper, les Prussiens n'avaient, quoiqu'on en ait dit, aucun travail sérieux de fortifications, comme il a été facile de s'en assurer, depuis la réouverture des communications ;

Qu'en moyenne l'armée prussienne n'a jamais compté plus de 150 000 combattants autour de Paris ; que notamment, au moment du bombardement, il était de notoriété publique qu'il n'y avait pas 80 000 hommes dans les lignes prussiennes ;

Que si large part qu'on fasse à l'incapacité ou à l'aveuglement des dictateurs de septembre, il est impossible de comprendre comment, avec une armée d'opération de plus de 300 000 hommes et une garde nationale sédentaire de 200 000 hommes Paris, appuyé par ses forts demeurés intacts, ses redoutes et ses remparts, n'ait pu briser le cercle dans lequel il se croyait emprisonné ;

Qu'au contraire, en admettant l'idée préconçue de livrer Paris et la France aux Prussiens, pour arriver ainsi à la suppression de la République, tout devient lumineux, et la politique du 4 septembre cesse d'être une énigme; elle se rattache aux détestables inspirations du comité de la rue de Poitiers, en 1848 ;

Qu'alors s'expliquent les échecs de Châtillon, de la Malmaison, de Chevilly, du Bourget, la retraite incroyable de Champigny, l'abandon du plateau d'Avron, enfin, la tentative dernière du 19 janvier, entreprise pour dégoûter la Garde nationale et justifier la capitulation, convenue déjà depuis le 17 ;

Que, sans rechercher les motifs auxquels ont pu obéir les dictateurs du 4 Septembre, les faits parlent contre eux avec une irrésistible éloquence ;

Qu'ainsi, en maintenant en place tous les anciens généraux et états-majors de l'empire, en laissant subsister cette magistrature, dont la main sanglante s'est toujours jointe à celle de Bonaparte pour frapper les meilleurs citoyens ; en conservant dans leurs fonctions la plupart des séides du 2 Décembre, en s'entourant des monarchistes les plus compromis, le Gouvernement a donné la mesure de son éloignement pour les institutions républicaines ;

Qu'en repoussant systématiquement le concours de la population pour la défense et l'armement de la capitale ; qu'en refusant à la population parisienne le droit absolu qu'elle avait d'intervenir dans la gestion de ses intérêts et dans la direction des opérations militaires qui devaient avoir pour but de la protéger et non de la livrer ; qu'enfin, en laissant impunément crier « Vive la paix ! » par les régiments de la ligne et de la mobile, le Gouvernement a suffisamment témoigné de ses coupables projets, si dignement réalisés par la capitulation de Paris, capitulation la plus honteuse qui ait jamais été signée;

Qu'en dehors de Paris, l'action du Gouvernement n'a été ni plus loyale, ni plus efficace; que le mensonge, le charlatanisme et la mise de la vérité sous le boisseau ont été partout les instruments de règne de ces autocrates au petit pied, qui n'ont su trouver de vigueur et d'énergie que contre les républicains, et promettaient, d'un côté, aux départements, l'arrivée de l'armée de Paris, comme ils promettaient, à Paris, la délivrance par la province;

Qu'à Paris, le guet-apens du 22 janvier, les assassinats commis sur la place de l'Hôtel-de-Ville par les prétoriens de M. Trochu, confirment surabondamment la culpabilité des dictateurs du 4 Septembre ;

Les soussignés,

Représentants du Peuple, ont l'honneur de proposer à l'Assemblée nationale la résolution suivante :

« Sont décrétés d'accusation du chef de HAUTE TRAHISON les membres du Gouvernement dit de la Défense nationale, acclamés le 4 Septembre. »

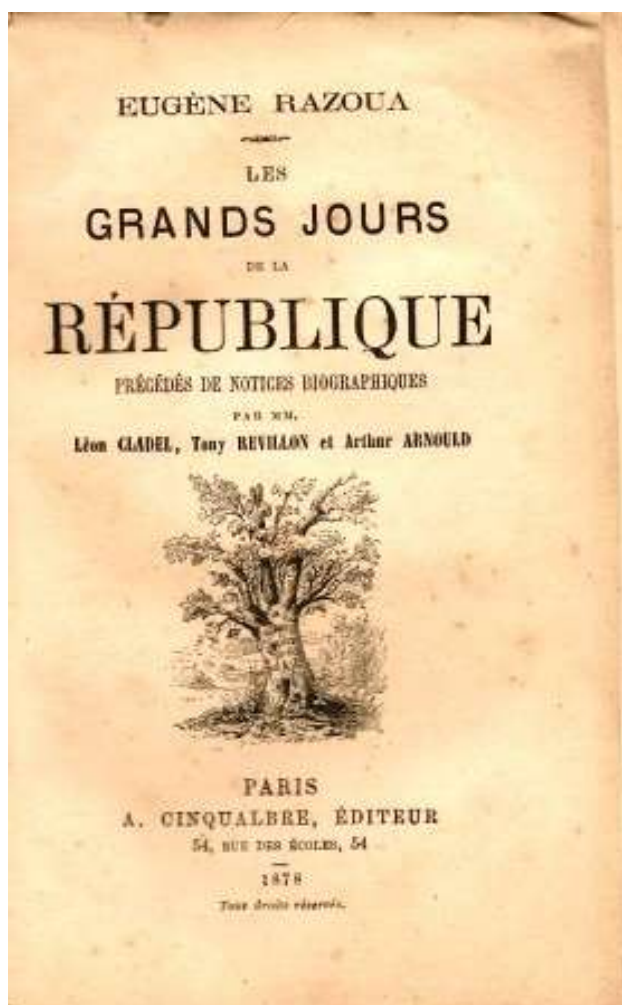
Une Commission d'instruction de quinze membres sera nommée au scrutin par appel nominal, délivrera les mandats de dépôt contre les accusés, et procédera à l'instruction dont elle devra rendre compte à l'Assemblée dans la quinzaine de ce jour.

Si, au cours de l'instruction, la Commission d'accusation trouve qu'il y ait lieu de comprendre, dans les poursuites, des fonctionnaires quelconques de l'ordre civil ou militaire, elle est autorisée à ordonner leur arrestation, sur laquelle se réserve de statuer l'Assemblée nationale.

Bordeaux, 6 Mars 1871.

Charles DELESCLUZE, Frédéric CURNET, Eugène RAZOUA,
Représentants du Peuple pour le département de la Seine.

Mercredi 8 juin 2011
Razoua : Les grands jours de la république



Je viens de recevoir ce livre de 330 pages que j'avais déjà pu lire à la BM de Montauban. Les Editions La brochure vont pouvoir le rééditer. Dans ce blog il y a déjà la préface que fit Cladel pour ce livre paru après la mort de l'auteur mais rassemblant des textes déjà publiés. La table des matières montre que les grands jours de la république sont de grandes défaites mais parfois les défaites valent autant que les fausses victoires.

TABLE DES MATIERES

Préfaces

Léon Cladel

Tony Revillon

Arthur Arnould.

LES GRANDS JOURS DE LA RÉPUBLIQUE.

PREMIER ÉPISODE. La Croix-Rousse (novembre 1831).

DEUXIÈME ÉPISODE. Le Cloître Saint-Merry (juin 1832).

TROISIÈME ÉPISODE. L'Église des Cordeliers (avril 1834).

QUATRIÈME ÉPISODE. La Maison n° 12 de la rue Transnonain (avril 1834)

CINQUIÈME ÉPISODE. La Confession du sergent (février-juin 1848)
SIXIÈME ÉPISODE. Le Malheur du paysan (1851).
SEPTIÈME ÉPISODE. Testament d'un transporté (1852).

Paris. — Imprimerie A. CISQUALBRE, 54, rue des Écoles.

Mardi 7 juin 2011 **Razoua et le monde arabe**

« **Arabe et Gascon** » disait-on de lui : son nom est la forme arabe du mot **razzia**. Aussi dans la **Revue du monde musulman** décembre 1922, il a droit à une biographie reprise pour l'essentiel des préfaces à son livre sur **les Grands Jours de la République**. JPD

Eugène Razoua.

Né à Beaumont-de-Lomagne le 16 juillet 1830, Eugène Razoua était parent du comte de Raousset-Boulbon, et, descendant sans doute de quelque famille de Sarrasins d'Espagne établi en Gascogne, il portait, ainsi que ses probables ancêtres, un nom africain. Elève du petit séminaire de Moissac, dirigé alors par un prêtre qui, lecteur assidu de Lamennais, rêvait la réconciliation du catholicisme et de la démocratie, Razoua, vers sa quinzième année, s'échappa de cet établissement pour s'embarquer sur un navire de commerce qui partait pour le Pérou ; il raconte lui-même, dans ses **Aventures de terre de mer**, les péripéties de son voyage dans l'Amérique du Sud.

Rentré en France à vingt ans, Eugène Razoua s'engage au 5^{ème} chasseurs à cheval, à Vendôme, d'où il fut bientôt détaché à l'École de Saumur. Son attitude au 2 décembre le fait envoyer en disgrâce au 3^{ème} spahis et il parcourt l'Algérie, de Guelma à Souk-Ahras et à Bône, fréquentant le plus possible les indigènes, dont il parle couramment la langue et qui lui inspirent une vive sympathie. « Ils sont mes frères, disait-il, et je leur prouverai bien, parbleu que je les aime »

Nul, autant que lui ne déplore les injustices dont ils sont victimes forcé de se battre contre eux, il fait preuve de la plus grande bravoure, mais déplore de les avoir pour ennemis. Sous-officier à 24 ans, il est proposé pour la médaille militaire après une action d'éclat mais ne l'obtient que neuf ans plus tard, en 1863 ; le colonel Guérin de Waldenbach, qui, passé du 5^{ème} chasseurs au 3^{ème} spahis, était resté son chef, lui promet l'épaulette dans un avenir prochain mais Razoua est las de la vie militaire.

Il vient à Paris en 1864, et sur la recommandation de Tony Revillon, Aurélien Scholl le prend au **Nain Jaune**, dont il est directeur, comme comptable d'abord, comme rédacteur ensuite. Il publie, dans cet organe et dans **la Vie Parisienne**, ses **Souvenirs d'un spahis**, réunis ensuite en volume.

Les Grands jours de la République, réunis également en volume, eurent plusieurs éditions, parurent d'abord dans la **Revue Politique** et **le Réveil**, que venait de fonder Ch. Delescluze dont Razoua fut, dès la première heure, le collaborateur et l'ami dévoué.

Razoua inculpé de complot en 1870, après six mois de détention préventive, est acquitté par la Haute Cour de Blois. La guerre éclate; il est élu chef du 60^{ème} bataillon de la garde nationale, qui, au 3 octobre, marche sur l'Hôtel de Ville. Cassé de son grade pour ce fait, Razoua est réélu. L'élection ayant été annulée, le bataillon refuse de remplacer son ancien chef qui, devenu simple garde, alla aux tranchées avec les bataillons de marche.

Élu à l'Assemblée Nationale le 8 février, Razoua vote pour la continuation de la guerre. Au 18 mars, il donne sa démission de député, et prend le parti de la Commune qui le nomme lieutenant-colonel commandant de l'École Militaire et président de la Cour martiale. La Commune vaincue, Razoua trouva un asile à Paris chez un homme de cœur qui, sans partager ses idées, estimait son caractère et son courage. Un autre

de nos amis, un ancien officier de l'Empire, voulut l'accompagner lui-même jusqu'à la frontière (i).

Le 2 juin 1871, Razoua arrivait à Genève. Le Gouvernement français réclama bientôt son extradition sous l'inculpation d'assassinat, de pillage, de séquestration de personnes et d'incendie; mais, la preuve de ces allégations n'ayant pas été faite, la demande d'extradition fut rejetée. Remis en liberté après une nouvelle captivité de six semaines, Razoua, qui avait été, en France, condamné à mort par contumace, reprit sa carrière de journaliste, collaborant à ***L'Emancipation de Toulouse***, aux ***Droits de l'Homme***, au ***Radical*** au ***Mot d'Ordre***, à ***la Marseillaise***, et publiant, en outre, des nouvelles et des romans. Son arrestation l'avait rendu populaire en Suisse, et il resta à Genève, où il mourut subitement le 29 juin 1878.

« Qui de nous, dit son biographe, Arthur Arnould, ne se rappelle, ne se rappellera toujours sa physionomie si caractéristique, au type arabe. Il avait évidemment du sang sarrazin dans les veines. Tout le disait, notamment sa faculté contemplative et l'horreur du mouvement physique inutile. Il fut bon et dévoué, mieux que cela, simple dans la bonté, simple dans le dévouement, simple dans la vie, simple dans l'héroïsme, simple dans cette lente agonie, épreuve des caractères, qu'on appelle l'exil. »

(i) Le sauveur de Razoua était M. Sylvère d'Ezpeleta; voir MAXIME VUILLAUME, ***Mes cahiers rouges au temps de la Commune***, p. 395-397.

Cette bio de Razoua est dans le dossier sur LA COMMUNE DE PARIS (1871) ET L'ORIENT, le numéro de la revue étant consacré au Bolchévisme et l'islam.

Voici le début du dossier :

Au commencement de 1921 mourait à Paris le délégué à la Justice de la Commune, dont il était resté le seul survivant, Eugène Protot. Son rôle politique est connu, mais on sait beaucoup moins que Protot était un orientaliste, diplômé de l'Ecole des langues orientales pour l'arabe et le persan, langues dont la connaissance l'aida à vivre pendant ses dernières années, et auxquelles il aurait voulu pouvoir consacrer plus de temps. On ignore de même, ou on a oublié, que parmi les hommes de 1871 se trouvait un linguiste émérite, le général La Cécilia, mort en Égypte, pays où ses études de prédilection l'avaient amené des combattants d'Afrique, de Crimée et du Caucase, comme le général Cluseret, le romancier Hector France, Razoua, un parent et émule du comte de RaoussetBoulbon, et le général Dombrowski le commandant en chef de la garde siamoise, qu'il avait organisée à l'européenne : Ganier d'Abin; des chefs de l'insurrection crétoise : Flourens et Cipriani ; un journaliste qui, après avoir combattu dans l'armée turque, où Cluseret demandait lui-même à servir en 1878, alla mourir au Soudan, où il était devenu ministre du Mahdi : Olivier Pain, et l'auteur de remarquables travaux sur la musique arabe : Francisco Salvador-Daniel. Le colonel Rossel, délégué à la Guerre, avait étudié le sanscrit et l'hébreu ; il avait pour officier d'ordonnance un prince Bagration qui descendait des rois de Géorgie.

Quelques noms de Communards amis des arabes :

**Anys-el-Bittar ; Général Napoléon la Cécilia ; Eugène Protot
Colonel Louis-Nathaniel Rossel ; Colonel Augustin Avril de la haute
Garonne (Revel) ; Prince Bagration (Russe) ; Colonel Amilcare Cipriani.**

Razoua député

Tous les parlementaires ont leur biographie facilement accessible sur internet. Dans cette de Razoua je compte une petite erreur. Il est mort en 1878 et non en 1877. JPD

Eugène RAZOUA Né le 16/07/1830 à BEAUMONT-DE-LOMAGNE (TARN-ET-GARONNE - FRANCE) Décédé le 29/06/1879 à GENÈVE (SUISSE)
Mandats à l'Assemblée nationale ou à la Chambre des députés
08/02/1871 - 07/03/1876 : Seine - Extrême-gauche
Biographie extraite du dictionnaire des parlementaires français de 1789 à 1889 (A. Robert et G. Cougny)

Représentant en 1871, né à Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne) le 16 juillet 1830, mort à Genève (Suisse) le 29 juin 1877, servit d'abord dans les spahis, puis vint à Paris, et s'essaya à la littérature, en publiant un piquant volume sous ce titre : Les Souvenirs d'un spahi. Il donna quelques articles de fantaisie à la Vie parisienne, puis, étant entré en relations avec plusieurs des chefs du parti républicain avancé, dans les dernières années de l'Empire, et notamment avec Delescluze, il contribua à la fondation du Réveil (1868), où il se chargea spécialement de la chronique militaire. La vivacité de ses polémiques le signala bientôt aux rigueurs du pouvoir. Impliqué dans l'affaire du complot qui précéda de quelques jours le plébiscite de 1870, M. Razoua fut arrêté, et, après quatre mois de détention préventive, comparut, le 18 juillet, devant la haute cour de Blois, qui dut l'acquitter, le ministère public n'ayant pu relever aucune charge contre lui. Il prit part à la révolution du 4 septembre, fut élu chef du 61^e bataillon de la garde nationale, et se montra hostile au gouvernement de la Défense nationale à la suite des événements du 31 octobre auxquels il avait été mêlé, il fut révoqué de son commandement. Le 8 février 1871, M. Razoua fut élu représentant de la Seine à l'Assemblée nationale, le 39^e sur 43, par 74,415 voix (328,970 votants, 547,858 inscrits). Il alla siéger à Bordeaux sur les bancs de l'extrême-gauche, et vota, le 1^{er} mars, contre les préliminaires de paix. Lors du mouvement insurrectionnel du 18 mars, il se trouvait à Paris : il reprit le commandement de son bataillon, et donna sa démission de représentant par une lettre ainsi conçue : « Citoyen président, représentant du peuple de Paris, j'avais reçu de lui le mandat impératif d'affirmer à l'Assemblée nationale : 1° La République au-dessus du suffrage universel; 2° la guerre à outrance pour défendre son indivisibilité; 3° la mise en accusation des hommes du 4 septembre. Mon mandat est rempli. Au 31 octobre comme au 22 janvier, j'ai affirmé en face du gouvernement de l'Hôtel de Ville la Commune de Paris. C'est vous dire, citoyen président, qu'adhérant à la révolution du 18 mars, je donne ma démission de représentant du peuple à l'Assemblée de Versailles. » A la tête de son bataillon, M. Razoua prit une part active à la lutte de la Commune contre Versailles, fut nommé commandant de l'Ecole militaire, et siégea parmi les juges de la cour martiale. Lors de l'entrée des troupes à Paris (21 mai), il s'échappa et gagna la Suisse. Arrêté à Genève en août 1871, sur une demande d'extradition du gouvernement français, il fut remis en liberté peu après, assista au meeting de l'Internationale qui fut tenu à Carrouge, fonda à Genève un journal révolutionnaire intitulé *la Revanche*, que le gouvernement helvétique supprima, et fut condamné par contumace le 31 août 1872, par le 3^e conseil de guerre de Versailles, à la peine de mort. Il mourut à Genève, avant l'amnistie.

Samedi 4 juin 2011

Razoua à La Commune de Toulouse

Des personnes plus savantes que moi pourraient m'indiquer une publication sur la Commune de Toulouse (18 à 25 mars 1871). Pour le moment, je ne connais que le livre d'Armand Duportal diffusé en 1871 quand il est emprisonné suite à la dite Commune, et qu'il écrivit pour assurer ainsi sa défense. Il évoque une coïncidence qui nous renvoie vers Eugène Razoua qui de Bordeaux passe à Toulouse voir sa mère (sans doute pour la dernière fois), avant de revenir à Paris où il participera à La Commune. Duportal veut démontrer qu'il n'a pas suscité La Commune de Toulouse. JPD

L'épisode Razoua

Pendant que tout ceci se passait à Toulouse, quelques jours avant peut-être (je n'ai aucun repère pour fixer ma mémoire à ce sujet), Razoua vint à Toulouse, Razoua du *Réveil*, Razoua le député de Paris., Razoua de la Commune, Razoua des conseils de guerre, Razoua le commandant de l'Ecole militaire, Razoua le contumace mystérieux de la justice expéditive des généraux de l'Empire devenus les instruments de l'esprit de conciliation et de tolérance de M. Thiers. On comprend quelle aubaine c'était pour tout Ponson du Terrail du réquisitoire, et quel parti on en pouvait tirer avec un peu de bonne volonté, de l'imagination, quelques rapports de police ou la déposition d'un imbécile[i].

D'autant mieux que Razoua avait assisté à une réunion politique, que je l'y avais accompagné, après avoir dîné avec lui, non pas à la préfecture, comme cela fut arrivé sans le deuil paternel dans lequel j'étais plongé mais chez un ami commun, et que nous avons l'un et l'autre prononcé quelques paroles dans cette réunion. Voilà le fait dans toute sa simplicité [ii]. J'ignore les déductions criminelles que l'instruction en aura tirées. Voici sa raison d'être et les explications auxquelles il me faut descendre pour dissiper les ingénieux et faciles ombrages de la Justice.

Razoua est né à Beaumont-de-Lomagne — un sol volcanique qui produit des journalistes, des ferblantiers, des astronomes et des chiffonniers. — Sa famille habite cette petite ville. Etant venu à Bordeaux pour contribuer comme député de Paris aux succès oratoires de M. Depeyre et au pacte d'où est sortie la République provisoire et expérimentale de M. Thiers, Razoua, en ennemi de la famille, vint voir sa mère, et, par un caprice d'itinéraire, ou une combinaison infernale de Karl Marx, poussa jusqu'à Toulouse son criminel pèlerinage. *Le Réveil* et *l'Emancipation*[iii] ayant toujours vécu en bonne intelligence, il lui sembla que l'on ne devait pas se boudier et se tourner le dos parce que la Révolution du 4 septembre était allée chercher dans le premier de ces journaux trois députés de Paris, et avait fait du rédacteur du second un préfet. Il vint me rendre à la préfecture la visite que je lui avais faite quelques jours auparavant au Café de Bordeaux.

Razoua fut moins cérémonieux vis-à-vis de la Société l'Alliance républicaine, dont il est un des membres-fondateurs et qui a des adhérents nombreux à Toulouse. Une réunion eut lieu à son intention, et Razoua, qui tient mieux la plume et l'épée que le crachoir, ne s'y rendit pas, tant étaient machiavéliques les instructions que ce

conspirateur émérite avait reçues de la Sainte-Wehme du communalisme parisien. On avait pourtant mal pris la chose parmi les frères et amis. Le clubiste toulousain n'aime pas qu'on fasse fi des cérémonies de son culte démocratique. J'en parlai à Razoua ; et, comme j'aime mes amis, comme je ne pouvais pas oublier que, pendant le siège de Paris, il avait vertement tancé et contraint à se taire un certain Rebut de la Drôlerie qui m'insultait dans *le Figaro*, je lui offris de l'accompagner à la réunion du lendemain et de l'aider ainsi à rentrer en grâce auprès de nos amis mécontents de l'Alliance républicaine.

Ma proposition ayant été acceptée, nous nous rendîmes à la réunion, où Razoua parla de l'organisation de l'Alliance, puis, en chroniqueur militaire, raconta les principaux épisodes de la défense de Paris par l'héroïque garde nationale dont il avait été l'un des commandants. Est-ce assez criminel ! assez communaliste ! assez organisateur de guerre civile !

Il est vrai qu'interpellé, à mon tour, par quelques citoyens non compris dans la garde nationale et dont l'idée fixe, bien naturelle d'ailleurs, était d'avoir un fusil et des cartouches au besoin, je répondis que cela regardait la Mairie, et que, d'après mon entente avec le maire de Toulouse, tout citoyen dont le capitaine du quartier certifierait la moralité et le civisme devait être immatriculé sur les contrôles et armé. Et, comme on insistait pour la distribution des cartouches, je répondis que fusils et cartouches ne manquaient pas, qu'il y en avait au Capitole et à la préfecture, et que la distribution ne pouvait en être faite qu'en présence d'une urgente et inévitable nécessité.

Razoua partit le lendemain pour Versailles, ignorant les événements qui l'obligeraient à se prévaloir de son titre de député pour y arriver, et ne soupçonnant certainement pas que, peu de jours après, les sentiments d'intime solidarité qui l'unissaient à Courbet et à Delescluze l'amèneraient à échanger ce mandat contre celui de la Commune. Mais n'est-ce pas bien naïf d'essayer de faire accroire tant d'imprévoyance, de désintéressement et d'innocent fatalisme à des gens qui passent leur vie à requérir, instruire, juger et prononcer des condamnations contre leurs semblables !...

Armand Duportal

[i] On comprend que le passage de Razoua le révolutionnaire est utilisé contre Duportal pour le faire passer pour plus rouge qu'il n'est. Duportal est alors emprisonné en tant que préfet ayant porté atteinte à l'ordre public. Cet ancien proscrit, comme le député du Tarn et Garonne Pierre Flamens, semble destiné à souffrir des révolutions.

[ii] Il ne donne pas la teneur des propos prononcés.

[iii] Le Réveil est le journal de Delescluze où travaille Razoua et l'Emancipation est le journal toulousain de Duportal qu'il avait déjà créé sous la seconde République et qu'il a relancé en 1870.

Jeudi 2 juin 2011

Cladel le communard avec Kinceler et Razoua

Cet article de 1931 d'Edmond Campagnac me permet de découvrir le nom d'un autre communard du Tarn-et-Garonne, Jules Kinceler. Je connaissais Razoua mais pas ce natif de Lauzerte. Et j'imagine toute cette histoire révolutionnaire encore cachée jusqu'à aujourd'hui... JPD

Le Quercynol crucifié

Dans ce roman posthume^[i] qui paraît aujourd'hui, le romancier Léon Cladel évoque le drame sanglant de la Commune. Il y peint Paris, le Paris des années douloureuses, le grouillement de sa population qui fermente d'espoir, puis d'indignation et de révolte sous la douleur de la défaite, Paris ivre de courage et de foi libertaire, mené à la catastrophe par des chefs sans envergure et des généraux sans talent.

Dans ces tableaux qui se succèdent comme une suite d'images d'Epinal, tableaux dessinés de main de maître, Cladel fait revivre magnifiquement deux héros qu'il pare de toutes les vertus populaires : Urbaine Hélioiz, la fille du peuple, la Parisienne fanatique de justice et d'équité, et le capitaine Jacques Râtas, « un pacant » du Quercy, un simple et un preux.

Ce Jacques Râtas, ancien zouave promu capitaine sur les champs de bataille de Woerth et de Fraeschviller, vibre d'un patriotisme exaspéré, comme ce peuple de Paris qui se révolte contre les humiliations d'un traité de paix que son orgueil ne peut accepter. Mais ce patriote sous l'influence de son amante, la citoyenne Hélioiz tourne ses yeux vers une humanité meilleure. Tout à la fois patriote et humain, comme un jacobin de 1793, il veut que la guerre civile imposée à Paris soit un effort vers la création d'une cité où l'esprit de justice et de fraternité régnera. Au cours des journées de lutte contre les Versaillais, Jacques Râtas et la citoyenne Hélioiz exaltent le courage des insurgés et, au jour de la défaite, quand il n'y a plus d'espoir de vaincre, ils luttent encore pied à pied, résistant jusqu'au bout dans cette atroce guerre de rues où le vainqueur ne fait pas de quartier, et dans ce Paris, « Christ des cités » Jacques Râtas meurt lui aussi sur la croix, comme autrefois Jésus, le doux insurgé.

Dans des pages magnifiques qui font penser aux meilleurs morceaux de son œuvre, Cladel dépeint l'horrible supplice infligé au communard vaincu par les Versaillais, qui le clouent sur une croix improvisée. Il meurt sur la croix, en prononçant le mot magique d'espoir : Fraternité ; il meurt après qu'un moblot, tel autrefois le centurion perçant avec sa lance le sein du Christ, a percé de sa baïonnette sa vaillante poitrine et qu'un plaisantin est venu inscrire au-dessus de sa tête expirante les lettres évocatrices : I.N.R.I., « l'inscription, si belle en sa dérision, qui a traversé les âges sur le front du Nazaréen. »

A quel héros de la Commune pensait Cladel en burinant de son style âpre et tourmenté le portrait de Jacques Râtas ? Lucien Descaves, qui a préfacé le livre, semble croire que Cladel a voulu dépeindre le sergent Bourgeois, mort lui aussi à Sartory comme le capitaine Rossel, le 25 novembre 1871. Sans doute ni Rossel, ni Bourgeois, ni Ferré, mort avec eux, n'étaient originaires du Quercy, et pourtant Cladel a fait naître en Quercy son héros.

Pourquoi ? Sans doute parce que Cladel, paysan du Quercy lui-même, voulait rattacher à son pays natal un héros qu'il avait créé grand et magnanime, et aussi, parce que Cladel, en écrivant son livre, se souvenait des valeureux compagnons d'armes, ses compatriotes, qui avaient mené avec lui le bon combat contre l'empire.

En évoquant le souvenir de ces compagnons d'armes de Cladel, je pense notamment à Jules Kinceler et à Eugène Razoua^[ii]. Chevalier des lettres pour qui la plume était une épée, Jules Kinceler était né à Lauzerte en 1845. Venu tout jeune à Paris, camarade de son « pays » Léon Gambetta, il se lie rapidement avec Jules Vallès, Ranc, Victor Noir, Carjat. Collaborateur du fameux journal de Delescluze, *Le Réveil*, il est arrêté pour machinations contre la sûreté de l'Etat et enfermé à Mazas. En 1870, il a l'honneur d'être compris parmi les inculpés du fameux complot dit « de Blois », inventé pour permettre l'arrestation en masses des démocrates militants ; mais il parvient, avec l'aide de Cladel, à gagner la Belgique ; pas pour longtemps. Il revient crânement prendre sa place de combat dans le Paris révolutionnaire. D'une plume ardente il bataille au *Réveil* et il s'attache à Delescluze, qu'il ne quitte pas un instant pendant le siège, pendant la Commune, pendant la semaine sanglante. Et puis, quand la Commune est vaincue, c'est à nouveau l'exil, la vie errante en Suisse, en Portugal, en République d'Argentine et, enfin, le retour à Paris où la misère et la mort l'attendent.

Philosophe souriant et résigné devant l'adversité, Eugène Razoua était né à Beaumont-de-Lomagne, vers 1830, d'une famille d'ancienne bourgeoisie. Soldat tout d'abord comme Râlas, il avait connu la vie africaine ; il s'était en effet, engagé dans les spahis. Puis, libéré de ses obligations militaires, il vient à Paris où il adhère au parti blanquiste. En 1871, il est élu député de la Seine à l'Assemblée nationale, Mais il donne sa démission avec Rochefort, Delescluze, Félix Pyat, Cournet, Tridon, Malon et le poète des *Châtiments*, pour protester contre l'attitude de l'Assemblée de Bordeaux et de son vote sur la paix. De retour à Paris, Razoua est nommé commandant de l'un des bataillons de la Garde nationale. Après la victoire des Versaillais il peut d'évader grâce à l'amitié de Tony Révillon et à la complicité d'une grande dame italienne, Mme Ratazzi. Il est condamnée à mort par contumace et vit à Genève ; c'est là qu'il écrit *Les Grands Jours de la République*, brochure de combat, qu'il peut faire imprimer grâce à l'amitié agissante de Cladel. De Genève, il ne cessa, en effet, de correspondre avec Cladel, auquel il demande l'hospitalité pour ses écrits dans le *Supplément du Réveil*, que celui-ci dirige. Il lui envoie notamment, à la fin de 1877, une nouvelle rustique intitulée « Luc Tauran » et Cladel lui ayant fait connaître à quelles conditions il serait rétribué, Razoua lui répond : « Tu me dis que la reproduction du « Supplément » se paie un sou la ligne. Un sou vaut mieux que rien pour de pauvres hères comme nous. « Luc Tauran » a 712 lignes, 35 fr. 60. Est-ce à toi qu'il faut s'adresser pour toucher cette fortune ? »

Comme Kinceler, comme tant d'autres fidèles au souvenir de la Commune, Razoua meurt dans la misère ; il meurt à Genève, et son enterrement donne lieu à une imposante manifestation de tous les exilés qui vivaient là, en terre étrangère, à une imposante manifestation, dis-je, en même temps qu'à un incident curieux. Le deuil — enterrement civil — fut, en effet, conduit par le frère du défunt, en habit de ville, comme un simple bourgeois, mais ce frère était curé de Puylaroque, en Quercy. Respectueux de la volonté fraternelle, il s'était incliné devant les hommages rendus par les francs-maçons et les socialistes à la dépouille mortelle du vaillant communier qu'avait été Eugène Razoua. Mais, quand les discours sont terminés, le prêtre se recueille et penché sur la tombe encore ouverte, il dit les prières des morts.

Jules Kinceler, Eugène Razoua la vie fut souvent cruelle pour vous ; mais vous avez la gloire d'appartenir à cette phalange de vieux démocrates dont le souvenir faisait dire à Henri Rochefort, dans une boutade célèbre : « La Commune est le seul gouvernement honnête que la France ait jamais eu. » Dans ce jugement sommaire, il entre sans doute une grande part d'exagération, mais, ainsi que l'écrit Lucien Descaves « qu'on le veuille ou non, la Commune est entrée dans l'histoire par ce

portique de lumière », par cette auréole de gloire qui surent rester pauvres et fidèles à leurs convictions.

La mort de Jacques Râtas, expirant sur la croix pour la défense de ses idées révolutionnaires, a la valeur d'un symbole. Jacques Râtas n'est-ce pas l'image de tous ces héros qui soutinrent le bon combat pour la défense de leur idéal ? Jacques Râtas, le crucifié quercynol, n'est-ce pas Cladel lui-même qu'un de ses contemporains, Alfred Le Petit, avait caricaturé sous les traits d'un Christ, ployant sous le faix de sa croix ? N'est-ce pas Cladel lui-même, mourant pauvre dans sa retraite de Sèvres, après avoir mené toute sa vie un combat acharné pour la défense des idées de justice auxquelles il avait juré tout jeune un indéfectible attachement ?

Edmond CAMPAGNAC

[i] Il s'agit d'I.N.R.I. que Cladel n'a pas pu publié de son vivant. L'édition de 1931 est en fait une édition partielle. Il faudra attendre 1997 pour découvrir la vraie version de ce roman sur la Commune.

[ii] Razoua est déjà présent sur de blog.